



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 JUIN 2019

mettant en demeure la Société SAINT GOBAIN ISOVER à Orange d'installer les dispositifs de protection et de mettre en place les mesures de prévention contre les effets de la foudre

LE PRÉFET DE VAUCLUSE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article L.171-8,
- VU** le code des relations entre le public et l'administration,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de Vaucluse,
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1976 autorisant la société SAINT GOBAIN ISOVER à exploiter une usine de fabrication de fibre de verre à Orange, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 avril 1981, 25 mars 1992, 5 juin 1992, 20 février 1995, 30 décembre 1996, 26 juillet 2000, 22 août 2001 et 12 février 2011,
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2005 autorisant la société SAINT GOBAIN ISOVER à augmenter sa capacité de production et à poursuivre l'exploitation de l'usine de production de laine de verre, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 24 mai 2006, 30 janvier 2009,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015082-011 du 23 mars 2015 autorisant la société SAINT GOBAIN ISOVER à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de laine de verre situées, rue du Portugal à Orange,

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2016, modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015082-0011 du 23 mars 2015, faisant suite au rapport de base n°80 869/B,
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'analyse du risque foudre, établie pour l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER d'Orange, en date du 21 décembre 2009,
- VU** l'étude technique foudre, établie pour l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER d'Orange, en date du 10 août 2016,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 octobre 2018, transmis à l'exploitant par courrier en date du 25 octobre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER d'Orange est soumis à la section III de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 20,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas mis en place la totalité des mesures définies dans son plan d'action, arrêtées à l'issue de l'étude technique,

CONSIDÉRANT que l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, sont exigibles depuis le 22 décembre 2011,

CONSIDÉRANT le plan d'action proposé par l'exploitant par courriel du 27 juillet 2018,

CONSIDÉRANT que l'installation des dispositifs nécessite d'être organisée selon les arrêts programmés de lignes et la reconstruction des fours de production et oxymelt,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAINT GOBAIN ISOVER de respecter les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SAINT GOBAIN ISOVER dont le siège social est situé « les Miroirs » - 18, avenue d'Alsace à COURBEVOIE (92400), exploitant l'établissement de fabrication de laine de verre à Orange, rue du Portugal, est mise en demeure d'installer les dispositifs de protection et de mettre en place les mesures de prévention contre les effets de la foudre, par un organisme compétent, conformément à l'étude technique du site en date du 10/08/2016, **au plus tard le 30 septembre 2021.**

Dans ce cadre, l'échéancier fourni par l'exploitant par courriel du 27 juillet 2018 devra être respecté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de la commune d'Orange, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet,



Bertrand GAUME